

# Biens communs, dettes et brevets des firmes pharmaceutiques

Étude d'Éric Toussaint, Octobre 2021



« Circle Tangle-Creative Destruction Day Six » by Life Imitates Doodles is licensed with CC BY-NC-ND 2.0. To view a copy of this license, visit <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/>

## Table des matières

<b>Biens communs, dettes et brevets des firmes pharmaceutiques</b> .....	1
Résumé.....	3
1. La destruction et l'accaparement des biens communs.....	4
1.1 Au cours des 19 <sup>e</sup> et 20 <sup>e</sup> siècles il y a eu simultanément destruction et reconquête ou construction d'espaces de biens communs.....	5
1.2 À propos des biens communs.....	6
1.3 La dette publique a été et est utilisée par le système capitaliste pour s'attaquer aux biens communs .....	7
2. L'appropriation des connaissances et les bénéfices du Big Pharma au temps du coronavirus .....	9
2.1 Les brevets, les ADPIC, le Big Pharma.....	9
2.2 A la lumière de la pandémie du Coronavirus.....	10
2.3 Une double dose d'inégalité.....	10
2.4 COVAX n'est pas la solution.....	11
2.5 Les revenus colossaux engrangés par le Big Pharma .....	13
2.6 L'action peut produire des résultats positifs .....	14
3. Coronavirus : Biens communs mondiaux contre Big Pharma.....	15
3.1 La recherche et la production des vaccins ont été financées en presque totalité par les pouvoirs publics .....	15
3.2 Les gouvernements occidentaux ont largement financé les grandes firmes pharmaceutiques privées .....	16
3.3 Le scandale Moderna championne de l'évasion fiscale.....	16
3.4 Les prix élevés de Moderna .....	17
3.5 Moderna déclare ses revenus dans des paradis fiscaux pour payer le moins d'impôts possibles.....	18
3.5.1 Moderna et l'État du Delaware aux États-Unis.....	18
3.5.2 Moderna et le Canton de Bâle en Suisse .....	18
3.6 La complicité de la Commission européenne avec le Big Pharma, l'exemple du contrat signé en décembre 2020 avec Moderna.....	19
3.7 Le Big Pharma pratique l'apartheid au niveau mondial avec la complicité des gouvernements.....	20
3.8 La complicité et la culpabilité des gouvernants.....	21
3.9 Les pouvoirs publics pourraient facilement produire des milliards de doses de vaccin .....	21
3.10 Grâce aux brevets et à l'aide des États, une rente illégitime est fournie au Big Pharma .....	22
3.11 Ne perdons pas de vue qui sont les grands actionnaires du Big Pharma.....	23
3.12 Les dettes illégitimes contractées par les gouvernements pendant la pandémie.....	23
3.13 Libérer des moyens financiers.....	24
3.13.1 Quels sont les arguments juridiques qui peuvent appuyer une décision unilatérale de suspension de paiement de dette ou de suspension des droits de propriété intellectuelle sur les brevets dans le cas présent ?.....	24
3.13.2 Soutenir des revendications immédiates.....	25
3.13.3 Soutenir des revendications radicales et les mettre en œuvre .....	25
3.14 Faire converger les luttes et les revendications .....	26

## Résumé

Dans cette étude en trois parties, Éric Toussaint dresse un constat implacable sur la gestion de la crise du coronavirus par les gouvernements des pays les plus industrialisés.

Dans la première partie intitulée « La destruction et l'accaparement des biens communs », l'auteur dresse un parallèle entre l'essor du capitalisme au travers des principales puissances européennes de l'époque et la privatisation des biens communs par les capitalistes au détriment de la grande majorité de la population. Pour les capitalistes, s'opposer aux biens communs constitue la garantie de réaliser de juteux profits sur une période aussi longue que possible. Parmi les outils utilisés, dépossession forcée des populations locales de leurs terres et matières premières, imposition d'un système colonial, ou encore recours au chantage de la dette publique.

Dans la seconde partie, « L'appropriation des connaissances et les bénéfices du Big Pharma au temps du coronavirus », Éric Toussaint démontre comment la privatisation des brevets en général, et plus spécifiquement ici dans la santé par les plus grosses industries pharmaceutiques, le Big Pharma, représente en soi un accaparement des biens communs. Avec le concours de l'Organisation mondiale du commerce, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et des plus grandes puissances mondiales, le Big Pharma profite des droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce pour faire payer au prix fort la vente de leurs différents vaccins, engranger des revenus colossaux, qu'importe si cela représente une barrière insurmontable pour de nombreux pays du Sud. C'est ainsi qu'en septembre 2021, seuls 2,1 % de la population des pays à faible revenu avaient reçu une dose d'un vaccin contre le Covid.

Dans la dernière partie, « Coronavirus : Biens communs mondiaux contre Big Pharma », l'auteur analyse comment le Big Pharma, profite d'une pandémie mondiale, pour engranger des profits absolument exceptionnels pour de longues années encore, alors même que la recherche et la production des vaccins ont été financées en presque totalité par les pouvoirs publics. En achetant au Big Pharma ces vaccins à des prix représentant plus de 10 fois le coût de production, les gouvernements ont quant à eux signé pour une forte augmentation de la dette publique, les populations se voyant invités à se serrer une nouvelle fois la ceinture pour payer cette note salée. Tout comme en 2007-2008, on assiste à une privatisation des profits et à une socialisation des pertes. Pour s'extraire de ces nouvelles dettes illégitimes et du pouvoir exercé par le Big Pharma à l'encontre de l'intérêt général, l'auteur présente une série d'alternatives, tirées notamment du Manifeste « Mettons fin au système de brevets privés ! » signé par plus de 200 organisations internationales et 360 personnalités.

## 1. La destruction et l'accaparement des biens communs

Depuis l'aube du capitalisme, les biens communs ont été systématiquement remis en cause par la classe capitaliste dans sa logique de marchandisation et d'appropriation privée. Parmi les objectifs poursuivis par les capitalistes quand ils ont commencé à investir dans les manufactures en Europe il y a plusieurs siècles : supprimer des sources vitales de subsistance à la plus grande portion possible de la petite paysannerie qui constituait de très loin la plus grande partie de la population afin de les contraindre à aller en ville et à accepter de travailler pour un salaire de misère dans les manufactures des capitalistes. Parmi les objectifs poursuivis dans les pays des autres continents soumis à la conquête des puissances européennes : voler les terres des populations locales, leur matières premières et donc aussi leur ressource vitale, installer des colons et contraindre les populations au travail forcé.

Du 16<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle, les différents pays dont les économies ont progressivement été dominées par le système capitaliste ont connu un vaste processus de destruction des biens communs. Des auteurs comme Karl Marx (1818-1883) [dans le livre 1 du Capital](#)<sup>1</sup>, Rosa Luxemburg (1871-1919) [dans son livre L'Accumulation du Capital](#)<sup>2</sup>, Karl Polanyi (1886-1964) dans [La Grande transformation](#)<sup>3</sup>, Silvia Federici (1942) dans [Caliban et la Sorcière](#)<sup>4</sup> l'ont mis en exergue. [Le très beau film de Raoul Peck sur le jeune Karl Marx](#)<sup>5</sup> commence par des images très fortes sur un des multiples exemples de destruction des biens communs : la répression brutale de pauvres en train de récolter du bois mort dans les forêts de l'Allemagne rhénane et la prise de position de Karl Marx en défense des victimes des poursuites judiciaires pour avoir exercé un droit collectif millénaire qui entraine en contradiction avec la logique capitaliste. Daniel Bensaïd y a consacré un petit livre intitulé [Les Dépossédés : Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres](#) dans lequel il montre la poursuite du processus de destruction des biens communs<sup>6</sup>.

Dans *Le Capital*, Karl Marx résume certaines formes prises par l'imposition du système capitaliste en Europe : « La spoliation des biens d'église, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu ». (*Le Capital*, Livre I, Huitième section. Chap. 27 <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapl-27.htm>)

Tout en s'imposant progressivement comme mode de production dominant en Europe, le capitalisme a étendu simultanément son règne au reste de la planète : « La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore. » (*Le Capital*, Livre I, Huitième section. Chap. 31 <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapl-31.htm>)

Marx résume de manière très succincte les quatre siècles qui ont précédé la généralisation de la révolution industrielle à l'époque de la rédaction du *Capital* : « Les différentes méthodes

---

<sup>1</sup> Karl MARX. 1867. *Le Capital*, livre I, Œuvres I, Gallimard, La Pléiade, 1963, 1818 p

<sup>2</sup> Rosa LUXEMBURG. 1913. *L'accumulation du capital*, Maspero, Paris, 1969, Vol. I et II.

<sup>3</sup> POLANYI, K. 1944. *The Great Transformation*, Beacon Press, Boston (traduction française Gallimard, Paris, 1983)

<sup>4</sup> Silvia FEDERICI (2004), *Caliban et la Sorcière*, Entremonde, Genève-Paris, 2014, 459 p.

<sup>5</sup> *Le Jeune Karl Marx* est un film biographique franco-germano-belge réalisé par Raoul Peck, sorti en salle en 2017.

<sup>6</sup> Daniel Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, La Fabrique, Paris, 2007, 128 pages.



d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du dix-septième siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition. » (Chap. 31 <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapl-31.htm>).

Depuis lors, le capitalisme a poursuivi son offensive contre les biens communs pour deux raisons : 1. Ils n'ont pas encore entièrement disparu et donc ils limitent la domination totale du capital qui cherche en conséquence à se les approprier ou à les réduire au strict minimum. 2. D'importantes luttes ont permis de recréer des espaces de biens communs au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Ces espaces de biens communs sont constamment remis en cause.

## 1.1 Au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles il y a eu simultanément destruction et reconquête ou construction d'espaces de biens communs

Au cours du 19<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier a recréé des espaces de biens communs en développant des systèmes d'entraide : créations de coopératives, développement de caisses de grève, de fonds de solidarité. La victoire de la révolution russe a aussi conduit pendant une période courte au rétablissement de biens communs avant que la dégénérescence stalinienne n'impose la dictature et des privilèges honteux au profit de la caste bureaucratique comme l'a très bien décrit, en 1936, Léon Trotsky dans [La Révolution trahie](#)<sup>7</sup>.

D'une certaine manière, pour revenir aux pays capitalistes, les luttes politiques et sociales se sont traduites au 20<sup>e</sup> siècle (selon une périodisation qui a varié d'un pays à l'autre) au développement de ce qui a été appelé le *welfare state* quand les gouvernements capitalistes ont compris qu'il fallait faire des concessions au mouvement ouvrier pour obtenir la paix sociale, et dans certains cas pour éviter la reprise de luttes révolutionnaires.

Après la Seconde Guerre mondiale, de la fin des années 1940 jusqu'à la fin des années 1970, la vague de décolonisation principalement en Afrique, au Proche-Orient et en Asie, à laquelle s'ajoutent des victoires de révolutions comme celles de Chine (1949) ou de Cuba (1959) ont conduit au redéploiement de certains biens communs notamment au travers de la vague de nationalisations de certaines infrastructures (le canal de Suez en 1956 par le régime de Nasser) et des sources de matières premières (le cuivre sous Allende au début des années 1970) et les hydrocarbures (Algérie, Libye, Irak, Iran...).

Cette période de réaffirmation des biens communs a trouvé son expression dans une série de documents des Nations unies de la déclaration universelle de 1948 à la [déclaration sur le Droit au développement de 1986](#). Soulignons que dans son article 1, paragraphe 2, la déclaration sur le droit au développement affirme : « *Le droit de l'homme au développement suppose la pleine réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui comprend (...) l'exercice de leur droit inaliénable à la pleine souveraineté sur toutes leurs richesses et leurs ressources naturelles.* »<sup>8</sup>. Ce droit inaliénable des peuples « à la pleine souveraineté sur toutes leurs richesses et leurs ressources naturelles » est

---

<sup>7</sup> Léon Trotsky. 1936. *La Révolution trahie*, Éditions de Minuit, Paris, 1999, 206 pages

<sup>8</sup> ONU, Déclaration sur le droit au développement, Adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986, <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/righttodevelopment.aspx>

constamment remis en cause par des institutions comme la Banque mondiale, le FMI, la plupart des gouvernements, et ce dans l'intérêt des grandes entreprises privées.

## 1.2 À propos des biens communs

Dans les limites de cette étude, je n'établirai pas une typologie des biens communs. J'utiliserai ce terme dans un sens générique très large. Cela va de la propriété collective des terres qui, sous différentes formes, a marqué jusqu'à aujourd'hui toute l'histoire humaine jusqu'à des espaces de « biens communs » d'origine plus récente. Il s'agit par exemple des services publics qui constituent des conquêtes sociales traduites dans un cadre légal et financées par l'impôt, remontant principalement aux luttes ouvrières du 20<sup>e</sup> siècle. Les biens communs incluent aussi des initiatives propres aux mouvements des travailleurs prenant naissance dès l'aube du règne du capitalisme comme les caisses de solidarité, les caisses de grève, les coopératives, les caisses de crédit mutuel, sans oublier plus récemment le salaire et le système de sécurité sociale tels que conquis par le mouvement ouvrier au 20<sup>e</sup> siècle, analysés d'une manière originale par [Bernard Friot](#)<sup>9</sup>. Dans l'espace des biens communs, les relations marchandes sont soit exclues, soit réduites au minimum.

En adaptant un passage du livre de Jean-Marie Harribey, [La richesse, la valeur et l'inestimable](#) on peut dire que dans un contexte de crise écologique de plus en plus grave le renouveau de l'intérêt pour la « notion de bien commun est né de la prise de conscience de l'existence d'un patrimoine commun de l'humanité et donc de la nécessité de préserver certains biens matériels (eau, air, sols, forêts, matières premières) et aussi des biens immatériels (climat, connaissances, culture, santé, stabilité financière, paix, etc.) »<sup>10</sup>.

L'activité de reproduction sociale est venue également au centre des préoccupations sur les biens communs grâce à l'action des mouvements féministes. Comme l'écrivent Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser dans leur manifeste intitulé « Féminisme pour les 99 % »<sup>11</sup>, « *la société capitaliste recèle une contradiction de la reproduction sociale : une aptitude à réquisitionner autant que possible le travail reproductif « gratuit », sans aucune attention pour son renouvellement et au bénéfice du seul capital – ce qui provoque inévitablement des « crises du care » qui minent les femmes, ravagent les familles et épuisent l'énergie des individus et des groupes sociaux* » (Postface, p. 99). Les auteures définissent la reproduction sociale comme englobant « *des activités qui permettent de soutenir les êtres humains en tant qu'êtres sociaux incarnés : ils n'ont pas uniquement besoin de manger et de dormir, mais également d'élever leurs enfants, de s'occuper de leur famille et de protéger leur communauté tout en s'efforçant de réaliser leurs espoirs pour un avenir meilleur. Toutes les sociétés reposent sur ces activités. Cependant, dans les sociétés capitalistes, elles servent un autre maître : le capital, qui a besoin de ce travail de reproduction sociale pour produire et reconstituer la « force de travail »* » (postface p. 103).

Ce qu'ajoutent un peu plus loin les auteures nous rapproche de la situation mise en évidence par la crise multidimensionnelle actuelle du capitalisme et la pandémie du coronavirus : « *Le capitalisme part du principe qu'il y aura toujours suffisamment d'énergies pour 'produire' les travailleurs et les travailleuses et entretenir les liens sociaux dont dépendent la production économique et la société dans*

---

<sup>9</sup> Bernard FRIOT, *Puissances du salariat*, Paris, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2012, 437 p., 1<sup>re</sup> éd. 1998, ISBN : 978-2-84303-226-4. Voir aussi du même auteur : *L'enjeu du salaire*, La Dispute, 2012, 202 p.

<sup>10</sup> Jean-Marie HARRIBEY, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, Les Liens qui Libèrent, Paris, 2013, 544 pages, 28 €, p. 393 [http://www.editionslesliensquilliberent.fr/auteur-Jean\\_Marie\\_Harribey-254-1-1-0-1.html](http://www.editionslesliensquilliberent.fr/auteur-Jean_Marie_Harribey-254-1-1-0-1.html) Dans ce livre voir la thèse de Jean-Marie Harribey qui démontre de manière convaincante au chapitre 9 que le travail réalisé dans la sphère non marchande mais monétaire est productif de valeur. Voir sur le même sujet et du même auteur : « *Le travail productif dans les services non marchands* », La Pensée, N° 330, 2002 <http://jeanmarieharribey.fr/travaux/valeur/travail-productif.pdf>

<sup>11</sup> Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser, *Féminisme pour les 99 % un manifeste*, éditions La Découverte, Paris, mars 2019, 125 pages.

*son ensemble. En réalité, les capacités de reproduction sociale ne sont pas infinies et elles atteignent leurs limites. Quand une société supprime les aides publiques à la reproduction sociale et, simultanément, contraint les personnes sur lesquelles repose cette charge à effectuer un travail éreintant et mal payé, elle épuise les capacités sociales dont elle dépend pourtant.* » (Postface p. 109).

Ce que dénoncent dans ce passage Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser permet de mieux comprendre la fragilité de la société capitaliste face au coronavirus, l'incapacité des gouvernements à faire le nécessaire à temps pour défendre au mieux la population dans un contexte de pandémie, la pression mise sur les travailleurs·ses des secteurs essentiels et vitaux pour venir en aide aux populations alors que, dans le même temps, en conséquence des décisions de ces mêmes gouvernements, elles et ils sont sous-payé·es, dévalorisé·es et en nombre insuffisant. Et on peut faire le même constat sur les causes de l'incurie des gouvernements pour affronter les conséquences du changement climatique en cours, sur le sous-équipement et le manque de personnel chargé de la protection civile face aux « catastrophes naturelles » de plus en plus fréquentes.

### 1.3 La dette publique a été et est utilisée par le système capitaliste pour s'attaquer aux biens communs

Depuis les années 1970-1980, les dettes publiques ont été utilisées systématiquement pour augmenter les attaques contre les biens communs tant au Nord qu'au Sud de la planète. C'est ce que le CADTM ainsi que d'autres mouvements qui s'opposent aux dettes illégitimes n'arrêtent pas de dénoncer depuis les années 1980. J'y ai consacré une dizaine d'ouvrages<sup>12</sup> et des centaines d'articles. Il est très encourageant de constater que de plus en plus d'auteur·es mettent également en exergue l'utilisation de l'arme de la dette pour s'attaquer aux biens communs et aux services publics<sup>13</sup>.

Comme exemple, je cite une nouvelle fois, les auteures du *Féminisme pour les 99 %* : « *Loin de permettre aux États de perpétuer la reproduction sociale grâce à la mise en place de services publics, il les discipline pour satisfaire les intérêts à court terme d'investisseurs privés. La dette est son arme de prédilection. Le capital financier vit de la dette souveraine, qu'il utilise pour empêcher jusqu'aux plus modestes prestations sociales, forçant les États à libéraliser leurs économies, à ouvrir leurs marchés et à imposer l'« austérité » aux populations sans défense.* » (Postface p. 114).

Au cours de l'offensive néolibérale qui a dominé la scène mondiale à partir des années 1980, les gouvernements et différents organismes internationaux comme la Banque mondiale et le FMI ont utilisé la nécessité de rembourser la dette publique pour généraliser une vague de privatisations des entreprises stratégiques, des services publics, des ressources naturelles tant au Nord qu'au Sud de la planète. Cela a inversé, comme indiqué plus haut, une tendance qui avait marqué l'évolution des décennies précédentes au cours desquelles sous la pression des luttes il y avait eu un renforcement des biens communs.

---

<sup>12</sup> Voir *La Bourse ou la Vie. La Finance contre les peuples* dont la première édition remonte à 1999. Voir également deux ouvrages coécrits avec Damien Millet : *60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale* (Syllepse, Paris, 2008) et en 2012, *AAA. Audit, Annulation, Autre politique* (Le Seuil, Paris, 2012). Parmi les ouvrages précurseurs sur la dette comme instrument d'imposition des politiques néolibérales, il faut souligner les livres de deux femmes : Susan George d'une part et de Cheryl Payer, d'autre part. GEORGE, Susan. 1988. *Jusqu'au cou*, La Découverte, Paris, 1989, 405 p. GEORGE, Susan. 1992. *L'effet Boomerang*, col. Essais, La Découverte, Paris, 291 p. PAYER, Cheryl. 1974. *The Debt Trap : The International Monetary Fund and the Third World*, Monthly Review Press, New York and London, 251 p. PAYER, Cheryl. 1991. *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development*, Zed Books, London, 154 p.

<sup>13</sup> Voir par exemple Verónica Gago et Luci Cavallero, « La dette est une guerre contre l'autonomie des femmes », publié le 20 mai 2021, <https://www.cadtm.org/La-dette-est-une-guerre-contre-l-autonomie-des-femmes> ; Camille Bruneau, « La farce de la « prise en compte du genre » : une grille de lecture féministe des politiques de la Banque mondiale », publié le 11 juin 2021, <https://www.cadtm.org/La-farce-de-la-prise-en-compte-du-genre-une-grille-de-lecture-feministe-des-19943>

Longue est la liste des attaques réalisées au nom du remboursement de la dette. Certaines ont accéléré la crise écologique et le développement des zoonoses : déforestation accélérée, augmentation de l'élevage intensif et des monocultures afin de fournir des revenus en devises permettant de rembourser la dette extérieure. Le tout en application des politiques d'ajustement structurel recommandées par le FMI et la Banque mondiale.

Certaines politiques imposées pour rembourser la dette ont également eu un impact direct sur la capacité des États et des populations à faire face à la pandémie du coronavirus et à d'autres crises sanitaires : stagnation ou réduction des dépenses pour la santé publique, imposition du respect des brevets sur les médicaments et les traitements, renoncement à la production de médicaments génériques, abandon de la production locale d'équipements médicaux, promotion du secteur privé dans le secteur de la santé, suppression de la gratuité de l'accès aux soins de santé dans un grand nombre de pays, précarisation des conditions de travail des travailleurs-ses de la santé, le développement des partenariats public-privé,...

Marx avait déjà il y a plus d'un siècle et demi trouvé une formule très forte : « La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. »<sup>14</sup>. Si on prend conscience du rôle de l'instrumentalisation du remboursement de la dette publique pour booster les politiques capitalistes néolibérales mortifères, on en arrive à la conclusion qu'il faut lutter pour l'annulation des dettes illégitimes.

---

<sup>14</sup> Karl MARX, *Le Capital* - Livre premier, Le développement de la production capitaliste, VIII<sup>e</sup> section : L'accumulation primitive, Chapitre XXXI : Genèse du capitaliste industriel in Karl MARX, 1867, *Le Capital, livre I, Œuvres I*, Gallimard, La Pléiade, 1963, p. 1216



## 2. L'appropriation des connaissances et les bénéfices du Big Pharma au temps du coronavirus

### 2.1 Les brevets, les ADPIC, le Big Pharma...

Le savoir, les découvertes scientifiques, les procédés techniques devraient constituer un bien commun de l'humanité. Or plus le capitalisme s'est étendu, plus il a favorisé l'appropriation privée des connaissances et des techniques notamment par le système des brevets. Non seulement le grand capital ne partage pas les connaissances mais il se les approprie et ensuite les fait payer au public. Il accapare les résultats des recherches effectuées par des universités ou des centres de recherche publics. Il brevète aussi des semences qui sont le résultat de multiples sélections opérées au cours des siècles par des paysan·nes. Par exemple, la firme Del Monte de l'agrobusiness a fait breveter des tomates produites par des populations des Andes et prétend ensuite leur faire payer un droit sur les semences.

Lorsque l'Organisation mondiale du commerce a été mise en place en 1995, l'[Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce \(ADPIC\)](#) (en anglais, TRIP's, *Trade Related Intellectual Property Rights*) a permis aux grandes entreprises capitalistes de renforcer leur pouvoir. Il concerne des domaines aussi diversifiés que la programmation informatique et la conception de circuits imprimés, les produits pharmaceutiques et les cultures transgéniques. Il définit des normes minimales sur les brevets, les droits d'auteur, les marques commerciales et les secrets de fabrication. Ces normes sont issues de la législation des pays industrialisés et imposent donc à tous les membres de l'OMC le type et le niveau de protection de ces pays.

Elles sont nettement plus strictes que la législation en vigueur dans la plupart des pays en développement avant leur adhésion à l'OMC et entrent souvent en conflit avec les intérêts et besoins propres à ces pays. Il est possible d'obliger un pays à appliquer l'accord ADPIC de l'OMC au moyen du système intégré de règlements des différends. En pratique, cela signifie que si un pays ne respecte pas ses obligations en termes de droits de propriété intellectuelle, il peut se voir imposer des sanctions commerciales, ce qui constitue une menace sérieuse.

Le FMI, la Banque mondiale et les grandes puissances ont utilisé tout leur poids, notamment par le biais de leur position de créanciers, pour pousser les pays en développement récalcitrants à respecter l'ADPIC. De plus, l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays riches ont obtenu des accords bilatéraux qui offrent une protection des brevets encore plus stricte que les « normes minimales » définies dans l'accord sur les ADPIC : ce sont les « ADPIC plus ». Au sein du comité ADPIC de l'OMC, depuis 2020, plusieurs grandes puissances parmi lesquelles l'UE, la Grande-Bretagne et le Japon s'opposent à la levée temporaire des brevets sur les différents vaccins contre le coronavirus (voir plus loin). De son côté, l'administration Biden qui avait annoncé en mai 2021 qu'elle était favorable à la levée temporaire des brevets n'a rien fait de tangible jusqu'ici pour faire avancer ce dossier. La raison principale réside dans le fait que ces brevets sont la source de juteux bénéfices pour les grandes firmes pharmaceutiques privées. Elles sont protégées et favorisées par les gouvernements qui permettent qu'elles abusent de leur position (voir partie 3).

Comme l'écrit Peter Rossman : « Les entreprises pharmaceutiques financiarisées doivent être appréhendées comme des organisations qui gèrent leurs opérations en termes d'un ensemble d'actifs financiers plutôt que physiques. Leur principal actif financier est constitué par les brevets, qui génèrent 80 % de leurs bénéfices. »

Il précise : « En 1980, les États-Unis ont adopté une loi qui autorisait les petites entreprises et les universités à breveter les inventions développées avec des fonds publics. Auparavant, celles-ci revenaient automatiquement au gouvernement, qui les concédait sous licence à des fabricants de produits génériques, ou étaient directement injectées dans le domaine public. Les universités et les jeunes entreprises étaient désormais intégrées dans un complexe de connaissances dirigé par les entreprises. Le 'transfert de technologie' a transformé la recherche publique en brevets privés.<sup>15</sup> » Rossman poursuit : « les entreprises se sont de plus en plus financiarisées, en réduisant les dépenses liées aux capacités de production, aux employés et même à la R&D, afin de libérer des liquidités à distribuer aux actionnaires sous forme de dividendes et en opérant des rachats d'actions<sup>16</sup>. Pour deux des plus grandes entreprises pharmaceutiques, Pfizer et Johnson and Johnson, les dépenses liées aux rachats d'actions et aux dividendes entre 2006 et 2015 ont dépassé leur revenu net total.

Elles se sont tournées vers le marché des prêts pour financer les rendements croissants des investisseurs et des cadres supérieurs en utilisant leurs actifs de propriété intellectuelle comme garantie. » Au cours de cette période 2006-2015, Pfizer a reversé 131 milliards de dollars à ses actionnaires tout en dépensant 82 milliards de dollars en R&D<sup>17</sup>.

## 2.2 A la lumière de la pandémie du Coronavirus

Depuis l'extension de la pandémie à l'échelle de la planète, le débat sur les brevets est devenu central. Au sein de l'OMC, début octobre 2020, l'Inde et l'Afrique du Sud, appuyés par 62 pays, ont proposé que l'on renonce aux obligations des États membres au titre de l'accord ADPIC, **qui s'applique à tous les produits nécessaires à la prévention, au confinement et au traitement du Covid-19**. La proposition reste bloquée à l'OMC notamment à cause de la position de la Commission européenne qui refuse de suivre l'avis du parlement européen, qui a pourtant voté à deux reprises en faveur de la levée des brevets sur les vaccins<sup>18</sup>. Un an plus tard, début octobre 2021, ce sont 105 pays qui appuient dorénavant la proposition de levée des brevets<sup>19</sup>.

## 2.3 Une double dose d'inégalité

C'est un enjeu vital littéralement car, si les brevets sont maintenus, une très grande partie de la population des pays du Sud global qui souhaiterait être vaccinée n'aura pas accès aux vaccins dans des délais raisonnables. En août 2021, moins de 2 % des 1,3 milliard d'Africains étaient entièrement

---

<sup>15</sup> Peter Rossman, « Les sociétés transnationales et le Covid-19. Droits de propriété intellectuelle versus droits de l'homme » <https://www.cadtm.org/Les-societes-transnationales-et-le-Covid-19-Droits-de-propriete-intellectuelle> et <https://alencontre.org/societe/les-societes-transnationales-et-le-covid-19-droits-de-propriete-intellectuelle-versus-droits-de-lhomme.html> publié le 2 septembre 2021.

<sup>16</sup> Les rachats d'actions réduisent le nombre d'actions en circulation, ce qui augmente le bénéfice par action. Les rachats augmentent la rémunération des dirigeants, dont la principale composante réside dans les options d'achat d'actions. Entre 2006 et 2015, les 18 plus grandes sociétés pharmaceutiques des États-Unis ont distribué 99 % de leurs bénéfices aux actionnaires, dont la moitié sous forme de rachats. J'ai abordé la question des rachats d'actions et de la distribution des dividendes aux États-Unis dans Éric Toussaint, « La montagne de dettes privées des entreprises sera au cœur de la prochaine crise financière », publié le 13 avril 2019, <https://www.cadtm.org/La-montagne-de-dettes-privées-des-entreprises-sera-au-cœur-de-la-prochaine>

<sup>17</sup> Ces chiffres cités par Rossman proviennent de Lazonick et al. « US Pharma's Financialized Business Model » Institute for New Economic Thinking, juillet 2017 [https://www.ineteconomics.org/uploads/papers/WP\\_60-Lazonick-et-al-US-Pharma-Business-Model.pdf](https://www.ineteconomics.org/uploads/papers/WP_60-Lazonick-et-al-US-Pharma-Business-Model.pdf)

<sup>18</sup> Miguel Urbán Crespo, Beatriz Ortiz Martínez, « Le fait que, pour la première fois, il existe un texte du Parlement européen demandant la suspension des brevets met la pression dans l'UE », <https://www.cadtm.org/Le-fait-que-pour-la-premiere-fois-il-existe-un-texte-du-Parlement-europeen>

<sup>19</sup> Amnesty International, « Covid-19. Il est temps que les États qui bloquent la proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC appuient la levée des restrictions », publié le 1<sup>er</sup> octobre 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/10/covid-19-time-for-countries-blocking-trips-waiver-to-support-lifting-of-restrictions-2/>

vaccinés contre plus de 60 % des populations d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. A la date de juin 2021, un quart des 2,295 milliards de doses administrées dans le monde l'ont été dans les pays du G7, qui hébergent seulement 10 % de la population mondiale. Selon les données collectées par un groupe de chercheurs de l'université d'Oxford, en septembre 2021, [seuls 2,1 % de la population des 27 pays à faible revenu](#) ont reçu une dose d'un vaccin contre le COVID<sup>20</sup>. Environ 700 millions de personnes vivent dans les pays à faible revenus.

Selon Amnesty International, moins de 1 % de la population a reçu deux injections de vaccin dans ces mêmes pays. [Toujours selon Amnesty International, qui a publié un rapport le 22 septembre 2021](#), sur les 5,76 milliards de doses injectées dans le monde, 0,3 % sont allées à des pays à faible revenu<sup>21</sup>. Dans ce rapport au titre suggestif (« Une double dose d'inégalité »), Amnesty International dénonce le comportement des 6 grandes firmes privées qui produisent la majorité des vaccins anti-covid dans les pays riches (AstraZeneca, BioNTech, Johnson & Johnson, Moderna, Novavax et Pfizer). Selon Amnesty : « Six entreprises aux manettes du déploiement des vaccins contre le Covid-19 alimentent une crise des droits humains sans précédent en refusant de renoncer à leurs droits de propriété intellectuelle et de partager leur technologie, la plupart d'entre elles s'abstenant en outre de livrer des vaccins aux pays pauvres. »<sup>22</sup>

## 2.4 COVAX n'est pas la solution

Les gouvernements des pays du Sud qui voudront permettre à leur population d'être vaccinée devront s'endetter car les initiatives du type COVAX sont tout à fait insuffisantes et consolident l'influence du secteur privé. COVAX est codirigé par trois entités : 1. l'Alliance Gavi qui est une structure privée à laquelle participent des entreprises et des États, 2. la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) qui est une autre structure privée à laquelle participent également des firmes capitalistes et des États, et 3. l'OMS qui est une agence spécialisée des Nations unies.

Parmi les entreprises qui financent et influencent le GAVI on trouve notamment la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation Rockefeller, Blackberry, Coca Cola, Google, la Fédération internationale de commercialisation des produits pharmaceutiques ([International Federation of Pharmaceutical Wholesalers](#)), la banque espagnole Caixa, la banque UBS (principale banque privée suisse et la plus grande banque de gestion de fortune dans le monde), les sociétés financières Mastercard et Visa, le constructeur de moteurs d'avion Pratt and Whitney, la firme multinationale américaine spécialisée dans les biens de consommation courante (hygiène et produits de beauté) Proctor & Gamble, la multinationale agroalimentaire néerlandais-britannique Unilever, la société pétrolière Shell International, la firme suédoise de streaming musical Spotify, la firme chinoise TikTok, la firme automobile Toyota,...<sup>23</sup>

La deuxième structure qui co-dirige COVAX est la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) qui a été fondée en 2017 à Davos à l'occasion d'une réunion du

---

<sup>20</sup> Our World in Data, Coronavirus (Covid-19) Vaccinations - Statistics and Research - <https://ourworldindata.org/covid-vaccinations> Selon les données collectées par l'équipe de l'université d'Oxford qui réalise ce site, voici quelques exemples de pays où le taux de vaccination est inférieur à 2 % en septembre 2021 : 1,6 % de la population en Zambie, 1,6 % au Niger, 1,5 % en Somalie, 1,5 % au Mali, 1,4 % au Soudan, 1,4 % au Cameroun, 1 % au Yémen, 0,69 % à Madagascar, 0,58 % au Tchad, 0,57 % en Tanzanie, 0,11 % en République démocratique du Congo.

<sup>21</sup> EURACTIV.fr, « Covid-19 : les laboratoires pharmaceutiques empêchent un accès au vaccin équitable, selon Amnesty International », publié le 22 septembre 2021, <https://www.euractiv.fr/section/sante-modes-de-vie/news/covid-19-les-laboratoires-pharmaceutiques-empêchent-l'accès-au-vaccin-dans-les-pays-en-voie-de-développement-selon-amnesty-international/>

<sup>22</sup> Amnesty International, « Les Big Pharma alimentent une crise des droits humains », publié le 22 septembre 2021, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/laboratoires-pharmaceutiques-alimentent-crise-droits-humains> Voir le rapport complet en anglais : [https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922\\_rapport\\_vaccins.pdf](https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922_rapport_vaccins.pdf)

<sup>23</sup> GAVI, Donor profiles, <https://www.gavi.org/investing-gavi/funding/donor-profiles>

Forum économique mondial. Parmi les sociétés privées qui financent et influencent fortement la CEPI on trouve encore la fondation Melinda et Bill Gates qui y a investi 460 millions de dollars.

La composition de l'initiative COVAX en dit long sur la renonciation des États et de l'OMS à prendre leur responsabilité dans la lutte contre la pandémie en particulier et en matière de santé publique en général. Cela s'inscrit dans la vague néolibérale qui déferle depuis les années 1980 à l'échelle de la planète. Le Secrétariat général des Nations unies ainsi que les directions des agences spécialisées du système onusien (par exemple l'OMS chargée de la santé et la FAO chargée de l'agriculture et de l'alimentation) ont fortement évolué dans le mauvais sens au cours des trente à quarante dernières années en s'en remettant de plus en plus à l'initiative privée dirigée par un nombre restreint de grandes entreprises qui ont une action planétaire. Les chefs d'État et de gouvernement ont emprunté la même voie. On peut d'ailleurs dire que ce sont eux qui en ont pris l'initiative. En faisant cela, ils ont accepté que les grandes entreprises privées soient associées aux décisions et soient favorisées dans les choix qui sont faits<sup>24</sup>.

Rappelons qu'il y a plus de 20 ans que des chercheurs et des mouvements sociaux spécialisés dans le domaine de la santé ont proposé que les pouvoirs publics investissent des sommes suffisantes pour produire des remèdes efficaces et des vaccins contre les différents virus de « nouvelle génération » liés à l'augmentation des zoonoses. L'écrasante majorité des États a préféré s'en remettre au secteur privé et lui a permis d'avoir accès aux résultats des recherches réalisées par des organismes publics alors qu'il aurait fallu investir directement dans la production des vaccins et des traitements dans le cadre d'un service public de santé.

Nous l'avons vu, l'initiative COVAX ne constitue pas du tout une solution. COVAX avait promis de fournir, avant la fin de l'année 2021, 2 milliards de doses aux pays du Sud qui en ont fait la demande et qui sont associés à l'initiative. En réalité, on a constaté début septembre 2021 que seules 243 millions de doses avaient été expédiées<sup>25</sup>. En conséquence l'objectif des 2 milliards de doses est reporté au premier semestre 2022.

Toutes les grandes puissances du Nord sont en deçà des promesses qu'elles avaient faites.

Par exemple, [l'Union européenne qui s'était engagée à livrer 200 millions de doses aux pays les plus pauvres d'ici la fin de l'année 2021, n'en a envoyé qu'une « vingtaine de millions »](#) comme l'a reconnu le mardi 7 septembre 2021, Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes au sein du gouvernement français<sup>26</sup>.

C-TAP (*Covid-19 Technology Access Pool*, en français [Groupement d'accès aux technologies contre Covid-19](#)) est une autre initiative décevante prise par l'OMS. C-TAP inclut les mêmes protagonistes que COVAX. Il a été créé pour mettre en commun la propriété intellectuelle, les données et les procédés

---

<sup>24</sup> Au moment où ces lignes sont écrites se termine un Sommet alimentaire mondial convoqué par les Nations unies. Les grandes entreprises de l'agroalimentaire y sont invitées et y jouent un rôle important alors qu'elles font partie de la cause et pas de la solution à la crise alimentaire mondiale et à la crise écologique, ce que dénoncent une série de mouvements. Voir CCFD-Terre Solidaire, Food system summit : alerte sur un sommet coopté par le secteur (...) <https://ccfd-terresolidaire.org/nos-publications/edm/2021/317-juin-2021/food-system-summit-7109> Voir également en anglais : *The Guardian*, 'Corporate colonization' : small producers boycott UN food summit <https://www.theguardian.com/environment/2021/sep/23/small-producers-boycott-un-food-summit-corporate-interests> Voir aussi l'émission de télévision que DemocracyNow.org depuis New York a consacré à ce sommet : <https://www.democracynow.org/shows/2021/9/23>

<sup>25</sup> Voir page 5 du rapport d'Amnesty International, [https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922\\_rapport\\_vaccins.pdf](https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922_rapport_vaccins.pdf) cité plus haut

<sup>26</sup> Ouest France, « Covax. Seulement 20 millions de doses déjà livrées par l'Union européenne, selon Clément Beaune » <https://www.ouest-france.fr/sante/vaccin/covax-seulement-20-millions-de-doses-livrees-par-l-union-europeenne-selon-clement-beaune-0970704e-0fb1-11ec-ab09-00c403164e98>

de fabrication en encourageant les firmes pharmaceutiques détentrices de brevets à concéder à d'autres firmes le droit de produire le vaccin, des médicaments ou des traitements en facilitant le transfert de technologie.

Or, à ce jour, aucun fabricant de vaccins n'a partagé de brevets ou de savoir-faire par le biais du C-TAP<sup>27</sup>.

Face à l'échec de COVAX et de C-TAP, les signataires du Manifeste [Mettons fin au système de brevets privés !](#) lancé par le CADTM en mai 2021 ont raison d'affirmer que : « Des initiatives telles que COVAX ou C-TAP ont échoué lamentablement, non seulement en raison de leur inadéquation, mais surtout parce qu'elles répondent à l'échec du système actuel de gouvernance mondiale par des initiatives où les pays riches et les multinationales, souvent sous la forme de fondations, cherchent à remodeler l'ordre mondial à leur guise. La philanthropie et les initiatives public-privé en plein essor ne sont pas la solution. Elles le sont encore moins face aux défis planétaires actuels dans un monde dominé par des États et des industries guidées par la seule loi du marché et du profit maximum.<sup>28</sup> »

Nous reviendrons sur les alternatives dans la troisième partie de cette étude.

## 2.5 Les revenus colossaux engrangés par le Big Pharma

Les revenus bruts et les bénéfices nets que sont en train d'accaparer les sociétés du Big Pharma grâce aux brevets, sont colossaux. Selon le rapport d'Amnesty cité plus haut, trois des six plus grandes firmes produisant des vaccins covid, « BioNTech, Moderna et Pfizer devraient engranger 130 milliards de dollars américains de recettes d'ici à la fin 2022. » C'est deux fois et demie le Produit intérieur brut annuel de la République démocratique du Congo qui compte près de 100 millions d'habitants. Une autre comparaison : 130 milliards de dollars, c'est 20 fois le budget de la RDC pour l'année 2021. La somme de 130 milliards de dollars équivaut à 2/3 du budget total de l'Union européenne pour l'année 2021. 130 milliards de dollars, c'est 10 fois plus que le budget de la santé de l'Inde pour l'année fiscale 2020-2021<sup>29</sup>.

Grosso modo, le coût de production d'une dose de vaccin Covid varie entre 1 et 2 euros alors qu'elle est achetée par les pouvoirs publics du Nord à un prix qui représente entre 10 et 20 fois cette somme<sup>30</sup>. Ainsi Pfizer facture une seule dose 23 euros à l'État d'Israël et 19,50 euros à l'Union européenne.

À noter que le prix payé par la Commission européenne pour une dose de vaccin Pfizer est passé de 15,5 à 19,5 euros entre fin 2020 et l'été 2021. Celui de Moderna, qui était de 19 euros, a été porté à

---

<sup>27</sup> Voir page 5 du rapport d'Amnesty International [https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922\\_rapport\\_vaccins.pdf](https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922_rapport_vaccins.pdf) cité plus haut

<sup>28</sup> Extrait du Manifeste « Mettons fin au système de brevets privés ! » <https://www.cadtm.org/Mettons-fin-au-systeme-de-brevets-privés>

<sup>29</sup> Ces comparaisons sont de la responsabilité de l'auteur de cet article. Pour la RDC <https://www.financialafrik.com/2021/01/02/rdc-promulgation-de-la-loi-de-finances-gestion-2021/>, pour le budget de l'UE [https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/annual-eu-budget/all-annual-budgets/2021\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/annual-eu-budget/all-annual-budgets/2021_fr), pour le budget santé de l'Inde en 2020-2021 <https://www.lesechos.fr/monde/asia-pacifique/linde-double-ses-depenses-de-sante-et-mise-sur-les-infrastructures-pour-relancer-leconomie-1286382>

<sup>30</sup> Mathilde Damgé, « Covid-19 : comprendre le prix d'un vaccin, de la recherche au flacon. » *Le Monde*, publié le 09 juin 2021 [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/06/09/covid-19-de-la-recherche-au-flacon-comprendre-le-prix-d-un-vaccin\\_6083481\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/06/09/covid-19-de-la-recherche-au-flacon-comprendre-le-prix-d-un-vaccin_6083481_4355770.html)



21,5 euros<sup>31</sup>. Tout cela alors que les coûts de production sont en baisse. En effet à mesure que les quantités produites augmentent le coût unitaire de production baisse.

## 2.6 L'action peut produire des résultats positifs

L'industrie pharmaceutique veut nous faire croire que ses brevets et ses profits sont indispensables pour la recherche et la santé humaine. Mais le procès de Pretoria en 2001 montre l'inverse ! Elle est prête à accepter des centaines de milliers de morts pour défendre ses profits et ses brevets. L'Afrique du Sud avait voté en 1997 une loi qui lui donnait la possibilité d'importations parallèles, de licences obligatoires ou de substitution par les génériques face à l'urgence du sida. Les 39 plus grands groupes pharmaceutiques mondiaux ont attaqué cette loi dès 1998. Elle contrevenait selon eux aux droits d'exclusivité conférés par les brevets. Une vigoureuse mobilisation d'organisations sud-africaines, dont TAC, *Treatment Action Campaign*, relayée dans le monde entier par des campagnes de pétition et de dénonciation, notamment de Médecins sans frontières, Aides, Act-Up, a démontré que privés de traitement antiviral depuis le blocage de cette loi, 400 000 Sud-africain-es étaient mort-es du VIH. Devant le scandale mondial, les laboratoires ont été contraints de retirer leur plainte en plein procès. A cette occasion, le droit à la santé a prévalu sur le droit des brevets<sup>32</sup>. Un exemple à suivre en ces temps de Covid.

---

<sup>31</sup> Rtbf et Agence Belga, « Coronavirus : Pfizer et Moderna augmentent le prix de leur vaccin pour l'Europe », publié le 1<sup>er</sup> août 2021, [https://www.rtbf.be/info/societe/detail\\_coronavirus-pfizer-et-moderna-augmentent-le-prix-de-leur-vaccin-pour-l-europe?id=10815946](https://www.rtbf.be/info/societe/detail_coronavirus-pfizer-et-moderna-augmentent-le-prix-de-leur-vaccin-pour-l-europe?id=10815946).

<sup>32</sup> Fred Eboko, « Le droit contre la morale ? L'accès aux médicaments contre le sida en Afrique » Revue internationale des sciences sociales 2005/4 (n° 186), pages 789 à 798 <https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2005-4-page-789.htm>

## 3. Coronavirus : Biens communs mondiaux contre Big Pharma

### 3.1 La recherche et la production des vaccins ont été financées en presque totalité par les pouvoirs publics

La mise au point et la production des vaccins anti-Covid ont été très largement financées par les pouvoirs publics. Le vaccin d'AstraZeneca, entreprise anglo-suédoise, a été conçu par des chercheurs de l'université d'Oxford qui ont exigé de la firme qu'elle le vende au prix coûtant. Il reste à vérifier si AstraZeneca respecte réellement cet engagement. C'est loin d'être sûr car la direction d'AstraZeneca refuse de faire la clarté tant sur les contrats qu'elle a passés avec les acheteurs du vaccin que sur ses coûts de production. Ce qui est certain c'est que le directeur d'AstraZeneca, le français Pascal Soriot, a obtenu une forte augmentation de rémunération, [en 2021, elle a atteint 17,9 millions d'euros](#)<sup>33</sup>.

Les vaccins à ARNm de Pfizer (E.U.) - BioNTech (All.) et de Moderna (E.U.), qui ont été mis sur le marché en moins d'un an, reposent en partie sur des brevets antérieurs. Notamment une technologie conçue par l'université de Pennsylvanie pour fabriquer un ARN messenger inoffensif pour l'organisme, dont le brevet a été déposé en 2005.

La technique innovante consistant à stabiliser la protéine de spicule (également appelée protéine spike) est, elle aussi, issue de la recherche publique. En effet, le brevet spécifique déposé par le gouvernement des États-Unis - brevet numéro 10 960 070, plus connu sous le nom de brevet '070' - concerne la manière dont la protéine spike est stabilisée dans le vaccin, une technique qui a été développée par le centre de recherche sur les vaccins du [National Institutes of Health \(NIH\)](#) qui est un organisme gouvernemental étatsunien. Il s'agit d'un élément clé du vaccin à ARNm développé conjointement par Moderna et le *National Institutes of Health (NIH)* en 2020<sup>34</sup>.

Plusieurs sociétés versent des redevances au gouvernement étatsunien pour l'utilisation du brevet '070, notamment la société allemande BioNTech, qui a développé son vaccin Covid-19 avec Pfizer. De son côté Moderna n'a effectué aucun versement au Trésor public des États-Unis.

Selon Christopher Morten, directeur adjoint de la *Technology Law and Policy Clinic* de l'université de New York : « Moderna enfreint le brevet du *National Institutes of Health* pour chaque dose de vaccin qu'elle fabrique ou vend aux États-Unis ». Dans une déclaration au *Financial Times*, il ajoute, en avril 2021, que « Si le gouvernement américain décide de poursuivre Moderna, cette dernière pourrait être redevable de plus d'un milliard de dollars rien que pour ses ventes jusqu'à la fin de cette année. »<sup>35</sup>

En d'autres occasions, le gouvernement américain a déjà fait valoir ses brevets devant les tribunaux. Suite à des mobilisations de protestation contre le prix abusif pratiqué par l'entreprise privée étatsunienne Gilead Sciences pour son médicament de prévention du sida, le Truvada, le département de la santé a poursuivi l'entreprise devant la justice en 2019 en alléguant que la société avait enfreint un brevet gouvernemental<sup>36</sup>. Au moment du début de la procédure judiciaire, le Truvada pouvait coûter jusqu'à 20 000 dollars par an aux États-Unis, mais il était vendu comme générique ailleurs pour

---

<sup>33</sup> *Les Échos*, « AstraZeneca : le nouveau bonus du patron agite les actionnaires », publié le 11 mai 2021, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/pharmacie-sante/astrazeneca-le-nouveau-bonus-du-patron-agite-les-actionnaires-1314463>

<sup>34</sup> *Financial Times*, « Vaccine patent gives US 'leverage' over manufacturers. Washington can boost global access to Covid shots by compelling technology sharing, says top NIH scientist », 21 Avril 2021, <https://www.ft.com/content/d0c70cc2-0ffa-42dd-b0d0-0f76eeb273f0>

<sup>35</sup> *Financial Times*, même référencé que note 34

<sup>36</sup> NBCnews, « U.S. sues Gilead, claiming it owns HIV PrEP patent », 7 novembre 2019, <https://www.nbcnews.com/feature/nbc-out/u-s-sues-gilead-claiming-it-owns-hiv-prep-patent-n1078346>

seulement 6 dollars par mois. Le litige est toujours en cours<sup>37</sup>. J'ouvre une parenthèse pour signaler que Gilead Science a vendu au deuxième trimestre 2021 pour 829 millions de dollars de son médicament antiviral Remdesivir, utilisé pour les malades hospitalisés du Covid-19. Gilead Science prévoit que les ventes de Veklury, le nom commercial du Remdesivir, vont atteindre entre 2,7 et 3,1 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année 2021. À souligner que, en France, en septembre 2020, la Haute autorité de Santé (HAS) avait jugé que l'efficacité du Remdesivir était « faible » avant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne finisse par déconseiller son utilisation en novembre de la même année. Un exemple de plus d'une société privée qui se fait beaucoup d'argent avec un médicament dont l'efficacité est remise en cause<sup>38</sup>.

### 3.2 Les gouvernements occidentaux ont largement financé les grandes firmes pharmaceutiques privées

Pendant le mandat de Donald Trump, les États-Unis ont préfinancé la recherche, les essais cliniques et la production à hauteur de 11 milliards de dollars. Dans le détail, l'étasunien Johnson & Johnson avait reçu de la part des États-Unis dès le mois de mars 2020 plus de 450 millions de dollars, puis un milliard de dollars, contre 100 millions de doses de vaccin. Dès le début de la crise sanitaire, Pfizer et BioNtech ont reçu des États-Unis près de 2 milliards de dollars pour 100 millions de doses. Moderna a touché le « jackpot », avec 2,5 milliards de dollars pour financer les essais cliniques, et produire 100 millions de doses. Les États-Unis ont par ailleurs accordé 1,6 milliard de dollars à la biotech Novavax contre 100 millions de doses. AstraZeneca a reçu 1,3 milliard de dollars, pour 300 millions de doses réservées. L'administration Biden, à partir de janvier 2021, a poursuivi le financement massif du Big Pharma en procédant à de nouveaux achats.

Du côté européen, en novembre 2020, on apprenait que la Commission européenne avait signé des accords avec six laboratoires : Moderna (160 millions de doses commandées), AstraZeneca et Johnson & Johnson (400 millions de doses chacun), Sanofi-GSK (300 millions de doses) Pfizer-BioNtech (300 millions de doses) et CureVac (405 millions de doses). En 2020, cela représentait 2 milliards d'euros mais depuis les montants payés aux firmes privées ont fortement augmenté<sup>39</sup>. C'est ce que nous avons vu dans la partie 2 de cette étude. Ajoutons comme exemple que les commandes de la Commission européenne à Moderna sont passées de 160 millions à 460 millions de doses au printemps 2021.

### 3.3 Le scandale Moderna championne de l'évasion fiscale

Moderna a été créée en 2010. Jusqu'à la pandémie du coronavirus, son chiffre d'affaires était faible et elle faisait des pertes. Le vaccin contre le coronavirus de Moderna, surnommé « le vaccin du peuple » par l'association de consommateurs *Public Citizen*, a été développé grâce à des fonds publics, principalement ceux du gouvernement américain. Selon *Public Citizen*, le développement du vaccin a été entièrement payé par les contribuables. En effet, rappelons que Moderna a utilisé les résultats des recherches sur l'ARNm réalisées par l'Université de Pennsylvanie. En outre, un brevet crucial nécessaire à la fabrication du vaccin a été développé par des scientifiques du *National Institutes of*

<sup>37</sup> POZ, « New Twist in the Gilead Patent Lawsuit Over Truvada and Descovy to Prevent HIV », publié le 7 janvier 2021, <https://www.poz.com/article/new-twist-gilead-patent-lawsuit-truvada-descovy-prevent-hiv>

<sup>38</sup> BFM, « Gilead a vendu pour 829 millions de dollars de son médicament remdesivir au 2<sup>e</sup> trimestre » publié le 30 juillet 2021, [https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/industries/gilead-a-vendu-pour-829-millions-de-dollars-de-son-medicament-remdesivir-au-2eme-trimestre\\_AD-202107300026.html,-](https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/industries/gilead-a-vendu-pour-829-millions-de-dollars-de-son-medicament-remdesivir-au-2eme-trimestre_AD-202107300026.html,-)

<sup>39</sup> Tous les chiffres ont été publiés par le quotidien financier français, *Les Échos* en novembre 2020, « Covid : 5 chiffres fous sur le financement des vaccins » <https://www.lesechos.fr/industrie-services/pharmacie-sante/covid-5-chiffres-fous-sur-le-financement-des-vaccins-1269170> Les chiffres fournis par *Les Échos* sont largement corroborés et, dans certains cas dépassés, par le rapport d'Amnesty International de septembre 2021 « A DOUBLE DOSE OF INEQUALITY, PHARMA COMPANIES AND THE Covid-19 VACCINES CRISIS », publié le 22 septembre 2021, [https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922\\_rapport\\_vaccins.pdf](https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922_rapport_vaccins.pdf)

Health (NIH) des États-Unis et est détenu par le gouvernement étasunien. Le vaccin à ARNm lui-même a été développé conjointement par Moderna et les NIH des États-Unis et, par conséquent, le brevet du vaccin Covid-19 est détenu conjointement par Moderna et le gouvernement américain.

Le chercheur [Vincent Kiezebrink](#) de l'ONG néerlandaise SOMO explique [dans un excellent rapport sur Moderna](#), que, « selon le ministère américain de la Santé et des Services sociaux, Moderna avait reçu, en décembre 2020, 4,1 milliards de dollars pour le développement, les essais cliniques et la fabrication de vaccins, dont environ 1 milliard de dollars a été accordé par la *Biomedical Advanced Research and Development Authority* (BARDA), une agence qui fait partie du ministère étasunien de la Santé et des Services sociaux. Le contrat avec la BARDA contiendrait une clause obligeant Moderna à publier la part de son investissement financée par le gouvernement étasunien, ce que Moderna n'a pas fait jusqu'à présent. »<sup>40</sup>

Toujours selon Vincent Kiezebrink, la CEPI (*Coalition for Epidemic Preparedness Innovations*) qui participe à l'initiative COVAX dont nous avons parlé dans la partie 2, a également accordé une subvention de 900 000 dollars à Moderna en janvier 2020 pour développer son vaccin à ARNm. Moderna a accepté les « principes d'accès équitable » de la CEPI, qui stipulent que les vaccins doivent être distribués en fonction des besoins et à des prix abordables pour les populations à risque, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Bien qu'elle ait accepté la subvention assortie de ces conditions, Moderna a jusqu'à présent vendu son vaccin principalement aux pays riches.

### 3.4 Les prix élevés de Moderna

Le seul produit commercial de Moderna est son vaccin contre le coronavirus, connu sous le nom de mRNA-1273. Globalement, Moderna estime que les ventes pour 2021 s'élèveront à environ 18,4 milliards de dollars. Elle a déjà conclu des accords couvrant des ventes totales d'environ 1,15 milliard de doses sur la période 2021-2022. Environ 84 % des ventes seront destinées aux États-Unis et à l'Union européenne, qui ont commandé respectivement 500 millions et 460 millions de doses de vaccin.

Pour ses ventes au gouvernement étasunien, Moderna facturerait 15 dollars (12,90 €) par dose. Un contrat entre Moderna et l'UE, connu sous le nom « d'accord d'achat anticipé », qui a fait l'objet d'une fuite dans la presse pendant l'hiver 2020-2021, montre que la Commission européenne et les États membres de l'UE ont convenu d'un prix total de 22,50 dollars (19,50 €) par dose. Moderna a ensuite annoncé pendant l'été 2021 une hausse du prix de vente à l'UE en le portant à 21,50 euros.

Moderna prévoit que le coût de production représentera environ 20 % de ses ventes pour 2021. Si l'on divise le bénéfice attendu de Moderna par son chiffre d'affaires pour 2021, cela signifie que pour chaque euro du contribuable dépensé pour acheter un vaccin Moderna, la société réalisera un bénéfice net de 0,44 € (44 centimes). Par conséquent, près de la moitié du chiffre d'affaires de Moderna sera constituée de bénéfices, soit une marge exceptionnellement élevée<sup>41</sup>.

On peut affirmer que pour Moderna comme pour d'autres firmes du Big Pharma la pandémie du coronavirus est une aubaine. Le prix de l'action Moderna a été multiplié par 20 entre décembre 2019 et septembre 2021. Sur une plus courte période entre septembre 2020 et septembre 2021 [l'action](#)

---

<sup>40</sup> Vincent Kiezebrink, « Moderna's free ride », publié le 13 juillet 2021, <https://www.somo.nl/modernas-free-ride/#printing-Moderna%E2%80%99s%20free%20ride> Toutes les citations suivantes proviennent du même rapport.

<sup>41</sup> Tous les chiffres sont repris de Vincent Kiezebrink, « Moderna's free ride », <https://www.somo.nl/modernas-free-ride/#printing-Moderna%E2%80%99s%20free%20ride> Les autres informations proviennent également du Rapport d'Amnesty International et des recherches publiées par Public Citizen.

[Moderna à la bourse Nasdaq à New York a progressé de 500 %](#) alors que l'ensemble du [NASDAQ](#) a progressé de 31 % pendant la même période<sup>42</sup>.

## 3.5 Moderna déclare ses revenus dans des paradis fiscaux pour payer le moins d'impôts possibles

### 3.5.1 Moderna et l'État du Delaware aux États-Unis

Les propriétaires de Moderna sont des spécialistes de l'évasion fiscale. Ils ont installé la maison mère dans l'État du Delaware dans lequel l'entreprise ne réalise aucune production et aucune recherche médicale. Le Delaware est un paradis fiscal notoire<sup>43</sup>, connu mondialement pour les niveaux d'imposition extrêmement bas qu'il offre aux sociétés. Alors que la population de l'État n'atteint pas 1 million de personnes (973 000 personnes en 2019), environ 1,5 million de sociétés y sont établies<sup>44</sup>. Comme nous l'avons vu dans la partie 2 de cette étude, rappelons que l'industrie pharmaceutique tire une très grande partie de ses revenus des redevances pour l'utilisation des brevets dont elle est propriétaire. Or, l'État du Delaware ne prélève aucun impôt sur les revenus générés par les brevets. Moderna possède 780 brevets dans l'État du Delaware. Parmi eux 595 brevets mentionnent la technologie du mRNA qui est à la base du vaccin de Moderna contre le coronavirus. Les autorités du Delaware permettent aux entreprises qui sont basées sur son territoire de maintenir le secret sur les revenus qu'elles tirent des brevets puisqu'elles n'ont pas besoin de les déclarer au fisc local. Cela rend très difficile, voire impossible, de déterminer le volume des redevances (*royalties*) en provenance du monde entier que Moderna percevra au Delaware.

### 3.5.2 Moderna et le Canton de Bâle en Suisse

Les pays de l'Union européenne vont verser plus de 10 milliards d'euros à Moderna pour l'achat de 460 millions de doses de son vaccin anti-covid. D'autres commandes et d'autres paiements suivront. Afin de ne pas payer d'impôts dans un pays membre de l'UE sur les revenus de ses ventes sur le territoire de l'UE, Moderna a créé en juillet 2020 une société en Suisse dans le Canton de Bâle, elle s'appelle *Moderna Switzerland GmbH*. C'est ce qu'a révélé Vincent Kiezebrink pour l'ONG SOMO [dans l'étude citée plus haut](#). Le taux d'imposition officiel dans le Canton de Bâle est de 13 % mais le taux effectivement perçu est inférieur à 8 % et il est probable que Moderna a négocié avec les autorités du Canton un *Tax Ruling* (un accord fiscal) qui lui permettra de payer un taux encore plus bas. La députée suisse Stéphanie Prezioso a dénoncé la manœuvre de Moderna et la complicité des autorités suisses le 21 septembre 2021 au Conseil fédéral de la République helvétique. Dans son interpellation, Stéphanie Prezioso déclare : « Dans son contrat avec la Commission européenne, la firme Moderna a exigé de recevoir les fonds destinés au paiement de ses vaccins livrés à l'UE en Suisse, dans le canton de Bâle, où *Moderna Switzerland GmbH* (fondée en juin 2020, alors que le vaccin était déjà mis au point !) profitera des effets de la RFFA (=réforme de la fiscalité des entreprises) pour payer des impôts ridicules. » La députée pose notamment la question suivante : « L'accord passé avec la Commission européenne par Moderna s'apparente à de l'évasion fiscale de milliards de dollars pour nos voisins

---

<sup>42</sup> Nasdaq, « Here's Why Moderna's Stock Could Crash Before the End of 2021 », publié le 19 septembre 2021, <https://www.nasdaq.com/articles/heres-why-modernas-stock-could-crash-before-the-end-of-2021-2021-09-19> Le résultat mirobolant de Moderna à la bourse amène des conseillers en bourse à proposer aux investisseurs de revendre leur action Moderna afin de réaliser la plus-value, cela pourrait provoquer une chute du prix de l'action, d'autant que le concurrent Novavax va enfin pouvoir vendre ses vaccins covid et qu'en conséquence les spéculateurs sur le marché des actions vont probablement jeter leur dévolu sur les actions de cette société.

<sup>43</sup> *Les Échos*, « Le Delaware, paradis fiscal « made in USA » », publié le 1 mai 2016, <https://www.lesechos.fr/2016/05/le-delaware-paradis-fiscal-made-in-usa-206698> Voir également : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Delaware>

<sup>44</sup> Brett Melson, « Over 225,000 New Delaware Companies Formed in 2019 » | Harvard Business Services, publié le 4 août 2020, <https://www.delawareinc.com/blog/delaware-releases-annual-report-companies-formed/>



européens. Le Conseil fédéral ne considère-t-il pas que cela va à l'encontre de l'objectif qu'il s'est fixé, selon ses propres termes (...), de s'engager « en faveur d'un accès mondial équitable, abordable et rapide aux vaccins, médicaments et diagnostics contre le Covid-19 ». »<sup>45</sup>. Cette affaire a été évoquée dans la presse genevoise<sup>46</sup>. De son côté, Miguel Urban, l'eurodéputé espagnol d'Anticapitalistas, a également dénoncé ce scandale dans les colonnes du média alternatif espagnol *El Salto*. [Dans les colonnes de ce média](#), Miguel Urban affirme que « la seule raison pour laquelle les paiements sont dirigés vers la Suisse est son statut de juridiction opaque, de paradis fiscal »<sup>47</sup>. L'eurodéputé espagnol a adressé plusieurs questions à la Commission européenne (CE) pour savoir si la CE favorise elle-même un système d'ingénierie fiscale pour frauder les autorités fiscales des différents États membres de l'Union européenne et si elle envisage de mener une enquête ou de consulter les autorités suisses pour savoir si Moderna utilise la Suisse pour éviter les taxes sur la vente de vaccins en Europe.

### 3.6 La complicité de la Commission européenne avec le Big Pharma, l'exemple du contrat signé en décembre 2020 avec Moderna

Le secret dans lequel la Commission européenne et ses États membres négocient avec le Big Pharma a été partiellement percé grâce à la publication d'un très important contrat signé entre la Commission et *Moderna Switzerland GmbH*, cette société montée de toutes pièces pour ne pas payer d'impôts sur le territoire de l'UE<sup>48</sup>, comme nous venons de le voir. [Le contrat est téléchargeable à partir du site de la radio télévision italienne, la RAI](#). On peut y lire que la Commission va verser à l'avance à Moderna 4,50 dollars par dose, ce qui veut dire que la Commission a prépayé le coût de production de chaque dose. En plus, elle annonce que si le vaccin qui était en cours d'approbation avait des effets secondaires graves (y compris en provoquant la mort de personnes vaccinées), Moderna n'en serait pas tenue responsable par la Commission ou les États membres. Au contraire, les États membres s'engagent par ce contrat à indemniser Moderna si elle était condamnée pour les dégâts que pourraient causer son vaccin. C'est le point K page 3 du contrat qui fait 69 pages. Le contrat indique également que Moderna est le propriétaire des brevets du vaccin et qu'elle peut en faire ce qu'elle veut.

Nous avons la chance d'avoir à notre disposition une copie de ce contrat. À partir des termes de celui-ci on peut déduire sans risque de se tromper que la Commission a dû signer le même type de contrat avec d'autres firmes pharmaceutiques : Pfizer, BioNTech, [Curevac](#)<sup>49</sup>, [AstraZeneca](#)<sup>50</sup>, etc. C'est d'ailleurs corroboré par les extraits des contrats signés avec Curevac et avec AstraZeneca qui ont filtré dans la presse.

---

<sup>45</sup> Interpellation de Stéphanie Prezioso le 2 & septembre 2021 au Conseil national de la République helvétique.

<sup>46</sup> *Le Courrier*, « Doses de mauvaise foi », publié le 23 septembre 2021, <https://lecourrier.ch/2021/09/23/doses-de-mauvaise-foi/>

<sup>47</sup> Yago Alvarez (*El Salto*) « Vacunas. La ingeniería fiscal de Moderna llega a la Comisión Europea », publié le 21 septembre 2021, <https://www.elsaltodiario.com/vacunas/ingenieria-fiscal-farma-moderna-llega-comision-europea>

<sup>48</sup> European Commission and Moderna Switzerland GmbH, Advance Purchase Agreement ("APA") for the production, priority-purchasing options and supply of a successful Covid-19 vaccine for EU Member States, 2020, [https://www.rai.it/dl/doc/2021/04/17/1618676613043\\_APA%20Moderna\\_.pdf](https://www.rai.it/dl/doc/2021/04/17/1618676613043_APA%20Moderna_.pdf).

<sup>49</sup> Le média *El Salto* a publié des parties du contrats entre la Commission et l'entreprise pharmaceutique allemande Curevac. Voir Yago Alvarez, « Coronavirus Los secretos tachados de los contratos de compra de vacunas de la Comisión Europea », publié le 27 janvier 2021, <https://www.elsaltodiario.com/coronavirus/secretos-tachados-contratos-compra-curevac-vacunas-comision-europea> Les extraits disponibles correspondent à ce qui se trouve également dans le contrat entre la Commission européenne et Moderna résumé plus haut.

<sup>50</sup> *El Salto* a également publié des extraits du contrat entre AstraZeneca et la Commission européenne. Tout comme le montre le contrat avec Curevac (voir note précédente), les extraits disponibles correspondent à ce qui se trouve également dans les contrats entre la Commission européenne et Moderna résumé plus haut. Yago Alvarez, « Industria farmacéutica | El contrato de AstraZeneca lleva tachadas todas las cláusulas del conflicto con la Comisión Europea - », publié le 29 janvier 2021, <https://www.elsaltodiario.com/industria-farmacaceutica/contrato-astrazeneca-comision-europea-lleva-tachadas-clausulas-conflicto>

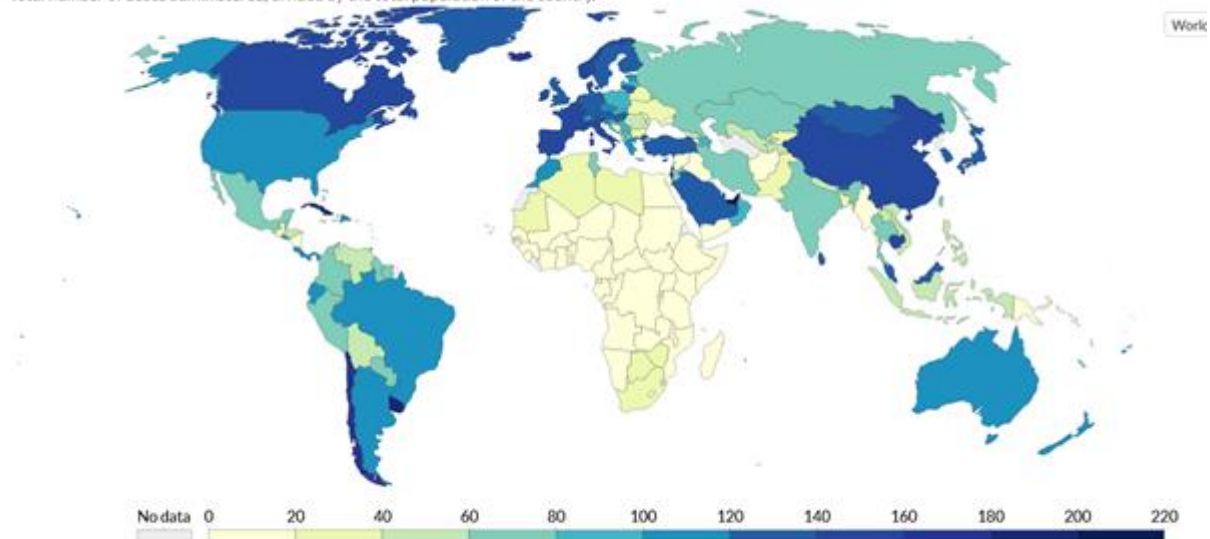
### 3.7 Le Big Pharma pratique l'apartheid au niveau mondial avec la complicité des gouvernements

C'est plus profitable de fournir en priorité les pays riches car les gouvernements du Nord préfinancent une partie de la production et sont prêts à payer le prix fort. Dès lors les grandes firmes du Big Pharma leur ont donné une priorité absolue. Les chiffres indiquant la distribution géographique des fournitures des vaccins sont éloquentes. Pour Moderna, l'Union européenne et les États-Unis représentent 84 % de ses ventes totales. 98 % des livraisons de Pfizer/BioNTech et 79 % des livraisons de Johnson & Johnson ont été allouées aux pays à revenu élevé ou intermédiaire supérieur. Pfizer et BioNTech ont pour l'instant livré au seul État suédois neuf fois plus de doses de vaccin qu'à tous les pays à faible revenu réunis<sup>51</sup>.

La cartographie des vaccinations indique elle aussi très clairement qu'une partie du monde est laissée de côté. Rappelons que, au moment où ces lignes sont écrites début octobre 2021, sur les 5,76 milliards de doses injectées dans le monde, 0,3 % sont allées à des pays à faible revenu où vivent environ 700 millions de personnes. [Seuls 2,1 % de la population des 27 pays à faibles revenus](#) ont reçu une dose d'un vaccin contre le COVID tandis que plus de 60 % de la population d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale sont vaccinés.

#### COVID-19 vaccine doses administered per 100 people, Oct 3, 2021

Total number of doses administered, divided by the total population of the country.



Source: Official data collated by Our World in Data. For vaccines that require multiple doses, each individual dose is counted. As the same person may receive more than one dose, the number of doses per 100 people can be higher than 100.  
CC BY

Doses de vaccin Covid-19 administrées pour 100 personnes, 3 oct. 2021

Nombre total de doses administrées, divisé par la population totale du pays.

Source : <https://ourworldindata.org/covid-vaccinations>, consulté le 4 octobre 2021.

La Chine et Cuba représentent une situation à part car les autorités de ces deux pays ont eu recours aux entreprises publiques nationales et à leur service public de santé pour produire et vacciner leur

<sup>51</sup> Les chiffres sont tirés du rapport d'Amnesty International déjà cité « A DOUBLE DOSE OF INEQUALITY, PHARMA COMPANIES AND THE Covid-19 VACCINES CRISIS », publié le 22 septembre 2021, [https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922\\_rapport\\_vaccins.pdf](https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922_rapport_vaccins.pdf)

population. Dans le cas de la Chine à la mi-septembre 2021, 70 % de la population était complètement vaccinée<sup>52</sup>.

### 3.8 La complicité et la culpabilité des gouvernants

Les gouvernants d'une poignée de pays riches s'opposent à la levée des brevets voulue par plus de 100 pays du Sud global. Parmi les opposants notoires à la levée des brevets, on trouve la Commission européenne, la Suisse, le Japon. Dans le cas des États-Unis alors que le président Joe Biden avait annoncé en mai 2021 qu'il était favorable à la levée des brevets, jusqu'ici il n'a pas fait le nécessaire pour convaincre les gouvernements qui bloquaient le dossier à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Tout aussi grave : alors que le gouvernement des États-Unis détient le brevet '070 sur le vaccin, il ne le met pas à la disposition des pays qui souhaiteraient l'utiliser.

### 3.9 Les pouvoirs publics pourraient facilement produire des milliards de doses de vaccin

Selon l'association étasunienne radicale de consommateurs [Public Citizen](#) basée à Washington, grâce au brevet '070 mentionné plus haut, le gouvernement des États-Unis aurait pu et pourrait produire lui-même des vaccins ARNm. Il pourrait également transmettre gratuitement le brevet aux États qui souhaitent produire le vaccin pour leur population et, dans un geste de solidarité, pour d'autres peuples. Voici un extrait [d'un communiqué de Public Citizen datant de la mi-novembre 2020](#) et commentant l'annonce de la production du vaccin ARNm-1273 par Moderna : « C'est le vaccin du peuple. (...) Ce n'est pas seulement le vaccin de Moderna. Des scientifiques fédéraux ont aidé à l'inventer et les contribuables financent son développement. Nous avons tous joué un rôle. Il devrait appartenir à l'humanité. L'administration actuelle [c'est-à-dire celle de Trump, note d'Éric T] et le président élu Biden ont tous deux l'occasion de faire de ce vaccin un bien public gratuit et accessible à tous et de contribuer à l'augmentation de la production mondiale, afin d'éviter un rationnement médical qui pourrait devenir une forme d'apartheid mondial en matière de vaccins. »<sup>53</sup>. Dans ce cas, il ne s'agit pas de lever ou de supprimer le brevet, il suffit de le mettre à disposition de tiers. En refusant de faire cela, alors que des organisations comme *Public Citizen* le lui demandent, le gouvernement de Joe Biden montre clairement qu'il veut protéger les privilèges du Big Pharma.

Selon une nouvelle étude très convaincante, publiée en mai 2021 par *Public Citizen*, les pouvoirs publics, à commencer par ceux des pays les plus riches, pourraient facilement produire des milliards de doses de vaccin à un coût très nettement inférieur aux sommes versées jusqu'ici aux grandes entreprises pharmaceutiques privées. [Public Citizen en fait la démonstration](#) en se basant sur une étude réalisée par des chercheurs de *l'Imperial College* de Londres. L'étude démontre de façon convaincante « que la communauté mondiale pourrait mettre en place des centres régionaux capables de produire huit milliards de doses de vaccin à ARNm d'ici mai 2022. Cela suffirait à couvrir 80 % de la population ». Le coût ? 9,4 milliards de dollars pour un vaccin du type Pfizer - BioNtech, pour 5 installations, 17 lignes de production et 1386 salariés. Un chiffre à comparer aux dizaines et dizaines de milliards qui ont été distribuées à l'industrie pharmaceutique par les États, pour vacciner seulement les peuples des pays riches... et servir des dividendes aux actionnaires<sup>54</sup>.

---

<sup>52</sup> Source : Our World in Data, Coronavirus (Covid-19) Vaccinations - Statistics and Research - <https://ourworldindata.org/covid-vaccinations> Rappelons que ce site est réalisé par une équipe de l'université d'Oxford.

<sup>53</sup> Public Citizen, « Statement: Moderna Vaccine Belongs to the People », publié le 16 novembre 2020, <https://www.citizen.org/news/statement-moderna-vaccine-belongs-to-the-people/>

<sup>54</sup> Public Citizen, « How to Make Enough Vaccine for the World in One Year », publié le 26 mai 2021, <https://www.citizen.org/article/how-to-make-enough-vaccine-for-the-world-in-one-year/>

En dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe, d'autres vaccins contre le coronavirus ont été entièrement financés par les pouvoirs publics de manière directe ou indirecte, c'est le cas des vaccins Sputnik 5 et Sputnik light produits par la Russie. C'est aussi le cas des vaccins chinois produits par Sinopharm, le BIBP approuvé par l'OMS en mai 2021 et le CoronaVac produit par Sinovac Biotech Ltd<sup>55</sup>. Enfin c'est le cas des vaccins cubains [Soberana 2 et Abdala](#)<sup>56</sup>.

### 3.10 Grâce aux brevets et à l'aide des États, une rente illégitime est fournie au Big Pharma

Les prix pratiqués par le Big Pharma sur les vaccins Covid sont totalement abusifs. Deux exemples : selon les estimations basées sur les recherches de *Public Citizen*, la production à grande échelle du vaccin Pfizer/BioNTech ne coûte à l'entreprise que 1,20 \$ par dose. Le vaccin coûte à Moderna environ 2,85 \$ par dose<sup>57</sup>. En revanche, Pfizer demande jusqu'à 23,50 \$ par dose dans certains pays, et Moderna jusqu'à 37 \$.

Pour justifier des prix élevés pour des vaccins, des médicaments ou des traitements, les représentants de l'industrie pharmaceutique font valoir que le niveau élevé des investissements en recherche et développement (R&D) et en essais cliniques. Cet argument est généralement facile à récuser mais ici dans le cas de la production des vaccins Covid, il tombe immédiatement car les dépenses en R&D et en essais cliniques ont été financées par les pouvoirs publics avec l'argent des contribuables.

Les gouvernements du Nord en décidant de réaliser une troisième injection favorisent les intérêts particuliers du Big Pharma qui en tirera un profit supplémentaire. Si les brevets sur les vaccins anti-Covid, sur les tests, sur les médicaments ne sont pas levés ou purement et simplement supprimés, les grandes entreprises privées qui dominent le secteur de la pharmacie vont engranger pendant 20 ans des revenus colossaux sur le dos des populations, des budgets des États et des systèmes publics de santé. L'enjeu est donc énorme car on sait que des injections de rappel vont être recommandées ou imposées. Imaginons une injection annuelle pendant 20 ans avec un vaccin protégé par un brevet et donc vendu au prix fort... Cela procure une rente extraordinaire.

Soulignons que Frank D'Amelio, le directeur financier de Pfizer a déclaré aux dirigeants et aux actionnaires de l'entreprise que le prix actuel de 19,50 dollars que la société a demandé au gouvernement américain pour son vaccin est conditionné par l'existence d'une pandémie. Frank D'Amelio a poursuivi son raisonnement en affirmant que quand la pandémie sera terminée, Pfizer a l'intention d'obtenir un meilleur prix. D'Amelio a évoqué des prix « normaux » de 150 ou 175 dollars par dose<sup>58</sup>, soit environ 7,5 à 9 fois le prix que la société facture actuellement aux États-Unis et à l'UE.

---

<sup>55</sup> Les informations sur les vaccins russes et chinois proviennent du rapport d'Amnesty International de septembre 2021 « A DOUBLE DOSE OF INEQUALITY, PHARMA COMPANIES AND THE Covid-19 VACCINES CRISIS », publié le 22 septembre 2021, [https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922\\_rapport\\_vaccins.pdf](https://www.amnesty.be/IMG/pdf/20210922_rapport_vaccins.pdf) p. 57 et 58.

<sup>56</sup> RTBF, « Cuba : le deuxième candidat-vaccin anti-Covid, Soberana 2, est efficace à 91,2 % après trois doses », publié le 9 juillet 2021, [https://www.rtf.be/info/monde/detail\\_cuba-le-deuxieme-candidat-vaccin-anti-covid-soberana-2-est-efficace-a-91-2-apres-trois-doses?id=10801101](https://www.rtf.be/info/monde/detail_cuba-le-deuxieme-candidat-vaccin-anti-covid-soberana-2-est-efficace-a-91-2-apres-trois-doses?id=10801101)

<sup>57</sup> Public Citizen, "How to Make Enough Vaccine for the World in One Year", publié le 26 Mai 2021, [www.citizen.org/article/how-to-make-enough-vaccine-for-the-world-in-one-year/](http://www.citizen.org/article/how-to-make-enough-vaccine-for-the-world-in-one-year/)

<sup>58</sup> Voir ce passage de la réponse de Frank D'Amelio à Jason Eron Zemansky qui représentait l'actionnaire Bank of America Merrill Lynch : "So in terms of the current margins, I always start with, we're in a pandemic pricing environment. So the one price that we published is the price with the U.S. of \$19.50 per dose. Obviously, that's not a normal price like we typically get for a vaccine, \$150, \$175 per dose. So pandemic pricing. (...) Now let's go beyond a pandemic-pricing environment, the environment we're currently in. Obviously, we're going to get more on price. And clearly, to your point, the more volume we put through our factories, the lower unit cost will become. So clearly, there's a significant opportunity for those margins to improve once we get beyond the pandemic environment that we're in." On trouve cela page 19 de la retranscription officielle d'une réunion en ligne de Pfizer réalisée le 2 février 2021. Pfizer, "Edited

Apparemment la marge bénéficiaire actuelle de Pfizer et de son partenaire BioNTech sur chaque dose de vaccin est de l'ordre de 52 à 58 %. Selon Vincent Kiezebrink de l'ONG SOMO, d'après les informations actuellement disponibles, la tarification post-pandémie pourrait faire passer cette marge à 1 500-2 000 % si les plans de Pfizer se réalisaient. Le patron de Moderna, Stéphane Bancel, a fait le même type de déclaration que D'Amelio de Pfizer dès le mois d'août 2020 en laissant clairement entendre que le prix du vaccin allait évoluer à la hausse après la pandémie<sup>59</sup>.

**Conclusion de ce point :** Les grandes firmes pharmaceutiques privées ont constitué un cartel pour imposer des prix abusifs pour leurs vaccins, pour maintenir leurs brevets<sup>60</sup>, pour pousser les prix fortement à la hausse dès qu'un nouveau cap sera passé dans la pandémie. Elles cherchent à maximiser leurs profits, à payer le moins d'impôts possibles et à avoir une rente garantie pendant au moins 20 ans. Ce comportement parfaitement logique d'un point de vue capitaliste est aussi totalement illégitime du point de vue des intérêts des 99 %.

### 3.11 Ne perdons pas de vue qui sont les grands actionnaires du Big Pharma

Les deux plus grands fonds d'investissements du monde, les étasuniens Vanguard et BlackRock sont les principaux actionnaires des 6 principales sociétés privées produisant actuellement des vaccins covid : AstraZeneca, BioNTech, Johnson & Johnson, Moderna, Novavax et Pfizer. Vanguard et BlackRock y ont placé respectivement 66 milliards \$ et 62 milliards \$ dans ces entreprises afin d'influencer leurs décisions et d'en tirer un maximum de profit. Au total les 10 plus grands actionnaires détiennent 250 milliards \$ qui sont investis en actions dans les 6 entreprises susdites. Ces 10 actionnaires sont basés aux États-Unis à part le 10<sup>e</sup> et le plus « petit » qui est l'Union des Banques Suisses<sup>61</sup>. Il est très clair que l'objectif poursuivi par ces investisseurs est de tirer le rendement maximum, ils ne sont pas intéressés par l'amélioration de l'état de santé de l'humanité et les appels à la solidarité lancés de toutes parts. Cela ne les empêche pas de tenir des propos où ils affirment le contraire.

### 3.12 Les dettes illégitimes contractées par les gouvernements pendant la pandémie

Les gouvernements ont recouru massivement à de nouvelles dettes notamment pour acquérir des vaccins et faire vacciner la population.

Ces dettes sont présentées par les gouvernants comme légitimes car elles serviraient soi-disant l'intérêt général. Mais il faut se poser la question. Sont-elles réellement légitimes ?

En réalité, une partie importante des nouvelles dettes sont illégitimes parce qu'au lieu de recourir à la dette, il était nécessaire et légitime de financer les dépenses par un impôt sur le 1 % le plus riche, sur le Big Pharma, sur les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), etc. Le 1 % le plus riche s'est enrichi pendant la crise et le Big Pharma et les GAFAM ont tiré un grand profit de la crise sanitaire et de la crise économique.

---

Transcript – Q4 2020 Pfizer Inc Earnings Call, Feb. 2021, [https://s21.q4cdn.com/317678438/files/doc\\_financials/2020/q4/PFE-USQ\\_Transcript\\_2021-02-02.pdf](https://s21.q4cdn.com/317678438/files/doc_financials/2020/q4/PFE-USQ_Transcript_2021-02-02.pdf).

<sup>59</sup> A Banerjee and C O'Donnell, "Moderna prices Covid-19 vaccine at \$32-\$37 per dose for smaller volume deals," Reuters, Aug. 2020, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-moderna-pricing-idUSKCN2511UL>

<sup>60</sup> Voir le rapport d'Amnesty International déjà cité, voir notamment la page 23.

<sup>61</sup> Ces données sont tirées du rapport d'Amnesty international déjà cité p. 59-60.



Les nouvelles dettes sont illégitimes parce que les prix payés au Big Pharma sont abusifs. Parce que le Big Pharma ne paie pas les impôts qu'il devrait verser. Parce que le Big Pharma refuse de lever les brevets.

En résumé la nouvelle accumulation de dettes publiques sert les intérêts d'une minorité privilégiée, notamment le Big Pharma et les gros actionnaires des grands fonds d'investissements.

Nous assistons à une nouvelle privatisation des bénéfices et à une socialisation des pertes. Nous devons nous y opposer.

### 3.13 Libérer des moyens financiers

Il faut de toute urgence libérer des moyens financiers très importants et cela en recourant le moins possible à de nouvelles dettes.

Il existe un moyen simple de libérer des ressources financières : il consiste à suspendre immédiatement le remboursement de la dette publique. Les sommes économisées pourront alors être canalisées directement vers les besoins prioritaires en matière de santé. D'autres mesures très faciles à prendre peuvent libérer des ressources financières : lever un impôt de crise sur les grosses fortunes et les très hauts revenus, prélever de fortes amendes sur les personnes et sur les entreprises responsables de la grande fraude fiscale dont l'ampleur est une fois de plus démontrée suite aux révélations des [Pandora papers](#) (qui font suite aux [Panama Papers](#), aux [Luxleaks](#) et aux travaux de Gabriel Zucman), réduire radicalement les dépenses militaires, ... Revenons à la suspension du paiement de la dette car il constitue dans la plupart des cas le levier central qui peut améliorer très rapidement la situation financière d'un État.

#### 3.13.1 Quels sont les arguments juridiques qui peuvent appuyer une décision unilatérale de suspension de paiement de dette ou de suspension des droits de propriété intellectuelle sur les brevets dans le cas présent ?

**L'état de nécessité** : un État peut renoncer à poursuivre le remboursement de la dette parce que la situation objective (dont il n'est pas responsable) menace gravement la population et que la poursuite du paiement de la dette l'empêche de répondre aux besoins les plus urgents de la population. C'est exactement le cas de figure auxquels un grand nombre d'États de la planète est confronté maintenant : la vie des habitants de leur pays est directement menacée s'ils n'arrivent pas à financer toute une série de dépenses urgentes pour sauver un maximum de vie humaines.

L'« *état de nécessité* » est une notion de droit utilisée par les tribunaux internationaux et définie à l'article 25 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État de la Commission du Droit International (CDI) de l'ONU. Comme il est expliqué dans le commentaire de l'article 25, l'« *état de nécessité* » est utilisé pour désigner les cas exceptionnels où le seul moyen qu'a un État de sauvegarder un intérêt essentiel menacé par un péril grave et imminent est, momentanément, l'inexécution d'une obligation internationale dont le poids ou l'urgence est moindre.

Cet argument est d'ailleurs parfaitement valable pour justifier la décision d'un gouvernement de ne pas respecter les accords sur les droits de propriété intellectuelle, de lever les brevets et d'organiser la production de vaccins et de médicaments pour la population de son pays.

**Le changement fondamental de circonstances** : l'exécution d'un contrat (ou d'un traité international) peut être suspendue si les circonstances changent fondamentalement indépendamment de la volonté

du débiteur. La jurisprudence en matière d'application des traités et des contrats internationaux reconnaît qu'un changement fondamental de circonstances peut empêcher l'exécution d'un contrat. Dans le cas de la crise actuelle, les circonstances ont fondamentalement changé au cours des deux dernières années :

- une épidémie très grave se poursuit à l'échelle de la planète ;
- le prix de l'énergie flambe ;
- l'activité économique a très fortement baissé en 2020.

Cet argument est également valable pour justifier la décision d'un gouvernement de lever les brevets et d'organiser la production de vaccins et de médicaments pour la population de son pays.

**La force majeure** : les circonstances présentées plus haut sont des exemples de cas de force majeure. Un État peut invoquer ces cas qui l'empêchent d'exécuter un contrat.

Quand un État invoque l'état de nécessité, le changement fondamental de circonstance ou la force majeure pour suspendre le paiement de la dette, le caractère légitime ou non de cette dette n'a aucune importance. Quand bien même la dette réclamée au pays serait légitime, cela n'empêche en rien ce pays d'en suspendre le paiement. Ce qui est alors fondamental, c'est que la population s'assure que l'argent effectivement libéré par le non-paiement de la dette soit utilisé au profit de la lutte contre le coronavirus, contre la crise économique, contre la crise écologique. Cela implique que la population exerce un contrôle strict sur l'action du gouvernement, qu'elle se mobilise et qu'elle soit prête à exprimer fortement son mécontentement si le gouvernement n'agit pas au mieux de ses intérêts, quitte à le renverser si besoin.

Par ailleurs, du point de vue de la majorité de la population, il est fondamental que soit organisé un audit avec participation citoyenne active de la dette afin d'identifier les parties illégitimes, odieuses et illégales qui doivent être définitivement annulées. Il faut aussi auditer toutes les dépenses de l'État pour vérifier si elles sont réellement justifiées par la lutte pour surmonter la crise sanitaire, économique et écologique.

### **3.13.2 Soutenir des revendications immédiates**

Il est important de soutenir des revendications immédiates comme : La levée des brevets sur les vaccins et la vaccination universelle, libre et gratuite sont des priorités. L'augmentation des investissements et des budgets publics alloués aux politiques publiques de santé et de soins de proximité, incluant une augmentation de l'embauche, des salaires et une amélioration des conditions de travail du personnel de ces secteurs.

### **3.13.3 Soutenir des revendications radicales et les mettre en œuvre**

Face au scandale d'une nouvelle privatisation des bénéfices et d'une socialisation des pertes, il est fondamental de soutenir des propositions radicales comme le font les signataires du « [Manifeste Mettons fin au système de brevets privés](#) ! Pour une industrie pharmaceutique sous contrôle populaire et un système de vaccination gratuit, universel et public » qui a été lancé en 2021 par le réseau mondial du CADTM<sup>62</sup>.

Le Manifeste affirme notamment que : « La santé et l'accès à la santé et à la vaccination sont un droit humain universel. Par conséquent, les vaccins doivent être considérés comme un bien commun mondial. Et pour assurer leur accessibilité universelle, la suspension nécessaire et urgente des brevets

---

<sup>62</sup> Mettons fin au système de brevets privés ! <https://www.cadtm.org/Mettons-fin-au-systeme-de-brevets-privés>

doit s'accompagner de mécanismes de nationalisation des industries pharmaceutiques privées et d'un fort investissement dans le développement d'industries pharmaceutiques publiques dans tous les pays. Il faut une action décisive qui permette une planification publique de la production et de la distribution des vaccins, en développant les capacités de production locales lorsque cela est possible et en les complétant par une solidarité internationale contraignante dans les autres cas. »

En étudiant de près la situation les conséquences mortifères, des politiques qui maintiennent les privilèges du Big Pharma, on ne peut effectivement que se convaincre de la nécessité urgente d'exproprier le secteur pharmaceutique et de l'incorporer dans un authentique service public de santé sous contrôle citoyen.

Les signataires du Manifeste avancent 8 exigences principales :

1. La suspension des brevets privés sur toutes les technologies, connaissances, traitements et vaccins liés à la Covid-19.
2. L'élimination des secrets commerciaux et la publication d'informations sur les coûts de production et les investissements publics utilisés, de manière claire et accessible à l'ensemble de la population.
3. La transparence et le contrôle public à tous les stades du développement du vaccin.
4. L'accès universel, libre et gratuit à la vaccination et au traitement.
5. L'expropriation et la socialisation sous contrôle citoyen de l'industrie pharmaceutique privée comme base d'un système public et universel de santé qui favorise la production de traitements et de médicaments génériques.
6. L'augmentation des investissements et des budgets publics alloués aux politiques publiques de santé et de soins de proximité, incluant une augmentation de l'embauche, des salaires et une amélioration des conditions de travail du personnel de ces secteurs.
7. L'introduction de taxes sur la richesse (patrimoine et revenus du 1 % les plus riches) pour financer la lutte contre la pandémie et assurer une sortie socialement juste et écologiquement pérenne des différentes crises du capitalisme mondial.
8. La suspension du paiement des dettes pendant la durée de la pandémie et l'annulation des dettes illégitimes et de celles contractées pour financer la lutte contre le virus.

[Parmi les signataires](#) on trouve Noam Chomsky et Nancy Fraser des États-Unis, Naomi Klein du Canada, Arundhati Roy et Tithi Bhattacharya d'Inde, Silvia Federici et Cinzia Arruza d'Italie, des responsables syndicaux, des responsables associatifs, plus de quatre-vingt parlementaires (d'Allemagne, de Bolivie, du Brésil, de Colombie, du Danemark, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Irlande, d'Italie, du Luxembourg, du Portugal, de la République tchèque,...) y compris le président du Sénat de Bolivie et 22 membres du Parlement européens<sup>63</sup>. [Plus de 250 organisations sont également signataires](#) à l'échelle internationale<sup>64</sup>.

Vous pouvez apporter votre soutien en envoyant votre signature à [manifestocovid chez gmail.com](mailto:manifestocovid@gmail.com)

### 3.14 Faire converger les luttes et les revendications

Récemment les jeunes qui se sont mobilisés pour la justice climatique à l'occasion de la journée du 24 septembre 2021 ont donné un exemple positif de convergence des luttes et des revendications en

---

<sup>63</sup> Liste des 360 premières signatures de personnes qui soutiennent le Manifeste Mettons fin au système de brevets privés ! #FRECOVIDPATENTS <https://www.cadtm.org/Liste-des-360-premieres-signatures-de-personnes-qui-soutiennent-le-Manifeste>

<sup>64</sup> Liste des organisations signataires : Mettons fin au système de brevets privés ! Pour une industrie pharmaceutique sous contrôle social et un système de vaccination public, universel et gratuit. <https://www.cadtm.org/Liste-des-organisations-signataires-Mettons-fin-au-systeme-de-brevets-privés>

incluant [dans un même appel](#) la lutte contre la crise écologique, contre le changement climatique, contre la pandémie du coronavirus, contre les dettes réclamées au Sud global, ... Voici deux extraits de cet appel qui mérite d'être intégralement lu :

« Les pays qui sont les plus touchés par la crise climatique sont également parmi les plus touchés par la pandémie de Covid-19. Alors que les privilégiés du Nord global ont un meilleur accès aux ressources pour faire face à la pandémie, les Peuples des régions les plus affectées ont été systématiquement privés des ressources nécessaires à la résolution de la crise sanitaire. La pandémie, qui s'ajoute à d'autres problèmes politiques et socio-économiques de longue date, continue à avoir des effets dévastateurs pour les Peuples des régions les plus affectées et rend difficile la mobilisation des communautés et organisations locales en faveur du climat et de la justice sociale. La distribution inéquitable des vaccins empêche également de nombreux habitants des régions les plus affectées de participer à d'importants processus de prise de décision en matière de climat, comme la COP26 qui se tiendra cette année à Glasgow. Ainsi, une étape fondamentale dans la poursuite d'une action climatique globale et intersectionnelle est de soutenir l'appel des communautés des régions les plus affectées pour un accès équitable aux vaccins. Cela inclut, entre autres, la suspension des restrictions de propriété intellectuelle sur les technologies de vaccins Covid-19, car ces restrictions donnent un monopole aux fabricants du Nord global (...). D'autres pratiques, telles que la thésaurisation des vaccins par les pays du Nord, doivent cesser immédiatement et les vaccins excédentaires doivent être distribués gratuitement aux peuples des régions les plus affectées, sans conditions. »

« Les réparations ont été initialement demandées par le mouvement pour la justice raciale, et l'une ne peut donc exister sans l'autre. Les réparations climatiques impliquent que ceux qui ont une plus grande responsabilité dans la crise climatique doivent payer une compensation aux peuples des régions les plus affectées pour les dommages et les pertes de moyens de subsistance, d'infrastructures et de vies des communautés causés par les impacts du changement climatique (...) ce qui commence par **l'annulation de la dette**. C'est le strict minimum que les pays du Nord doivent faire afin de payer leur dette pour les dommages et les traumatismes causés dans les pays du Sud. »<sup>65</sup>

**Conclusion :** La lutte pour défendre les biens communs et en conquérir de nouveaux est intimement liée au combat contre les dettes illégitimes, contre la crise écologique, contre la pandémie et contre le système capitaliste dans son ensemble.

L'auteur remercie Alexis Cukier, Jean-Marie Harribey, Brigitte Ponet, Christine Pagnouille, Frank Prouhet, Claude Quémar et Rémi Vilain pour leur relecture et leurs conseils. L'auteur remercie également Vincent Kiezebrink pour sa remarquable étude [« Moderna's free ride »](#), de même que *Public Citizen* et Amnesty International pour leurs différents rapports sur le Big Pharma et l'accès aux vaccins et aux traitements anti-Covid. L'auteur est entièrement responsable des éventuelles erreurs contenues dans ce travail.

---

<sup>65</sup> On September 24, we will strike to demand for intersectional climate justice! #Uproot The System <https://www.cadtm.org/On-September-24-we-will-strike-to-demand-for-intersectional-climate-justice> Voir également le site : <https://fridaysforfuture.org/>